Ambition Bio PACA – Volet 4 : R&D

	1. Bio-écolo	2. Bio-techno-biz	3. Bio-qualité
Environnement (biodiversité, eau, énergie)	**Biodiversité cultivée et sauvage :** - Les équilibres écologiques en grande partie rétablis. - Plein d'insectes pollinisateurs. - Une grande diversité animale et végétale. - Une acceptation des adventices dans les cultures. - Agriculture et biodiversité : même unité de vie. - Vision écosystémique plus globale, même entre exploitations. - Notion de corridor écologique. **Energie et ressources :** - Société moins consumériste et plus économe en énergie car on gère la pénurie. - Développement de la biomasse. - Agriculture économe en intrants, bilan énergétique positif. - Fermes « partagées » pour le contrôle et l'acheminement en ressources (eau, énergie). - Gestion communes des ressources car pénurie. - Traction animale. **Eau & sols :** - Des sols vivants reconstitués. - Une eau propre. - Agriculture économe en eau.	**Biodiversité cultivée et sauvage :** - L'agriculture répond aux enjeux « eau » mais reste insuffisante en termes de biodiversité / trame V&B. - Prise en compte de l'environnement pour son côté services écosystémiques (auxiliaires). - Moins de biodiversité et plus (+) de difficultés à voir l'équilibre systémique global. - Contrôle maximal de l'environnement grâce au développement de la culture sous abris. - La biodiversité n'est pas une préoccupation. - Environnement pauvre (peu d'insectes et d'infrastructures vertes). - Perte du lien agriculture et biodiversité. - Séparation environnement « sanctuarisé » et agriculture « confinée ». **Energie et ressources :** - Des fermes autonomes sur le plan énergétique. - Recyclage optimal des déchets. - Gestion intégrée du climat et de la protection phytosanitaire. - Bilan énergétique catastrophique. - Plus de technologie donc moins résilient vis-à-vis des catastrophes climatiques. - Les drones utilisés pour pours les apports de produits localisés (fertilisation, engrais,…) permettent une économie d'énergie et de ressources. - Achat de « quotas d'énergie », monétarisation / bilan carbone. - L'efficience domine.	**Biodiversité cultivée et sauvage :** - Accentuation de la perte de la biodiversité, des désordres climatiques -> conséquences néfastes sur la faim dans le monde. - Fragmentation des habitats naturels dans le paysage. - Problèmes de pollinisation. - Perte très forte de biodiversité -> problème de fonctionnement des agroécosystèmes. - Lien agriculture/biodiversité renforcé (?). - Faible impact sur la préservation de l'environnement. - Des hot-spots de biodiversité protégés et soutenus par la bio. - Difficulté à faire face aux problèmes sanitaires du fait de la spécialisation. - La qualité de l'environnement est fortement dégradée, « sanctuaires » de la biodiversité. - Amélioration lente de la qualité environnementale. **Energie et ressources :** - Consommation d'énergies fossiles persistantes et couteuses (pétrole, phosphore,…). - Utilisation hétérogène des ressources. Protection moyenne de la biodiversité (à minima) d'une côté et agriculture environnementale de l'autre. - De nouveaux puits de pétrole sont identifiés, ce qui freine la transition vers les énergies renouvelables. - Augmentation de l'utilisation des intrants et de l'énergie. - L'AB intègre fortement la réduction des impacts environnementaux dans son cahier des charges, par la force des choses (coût de l'énergie, concurrence des autres systèmes agricoles). **Eau & sols :** - Problèmes de quantité et qualité d'eau. - Sols appauvris.

Systèmes agricoles & utilisation des terres	**Développement du polyculture-élevage :** - Polyculture élevage partout. - Fermes alliant production végétales méditerranéennes (vigne, fruitiers, maraîchage,…) et petits élevages. - Développement de l'élevage, hors parcours pour régionaliser les cycles minéraux en complément aux productions végétales. - Modes de production type agroforesterie, sylvo-pastoralisme. - Notion de polyculture-élevage et/ou de complémentarité entre systèmes d'exploitation devient une réalité (au moins à l'échelle de petits territoires). - Système de polyculture-élevage. **Des systèmes diversifiés et extensifs :** - Diversification accrue des systèmes agricoles mais sur des cultures peu exigeantes en eau (forte réflexion sur les restrictions / changement climatique) - Petites exploitations très diversifiées où les connaissances et l'utilisation d'alternatives sont très développées. - Très bonne maîtrise des mécanismes naturels à l'échelle du territoire. - Autoconstruction du matériel agricole (licence Creative Common). - Intégration massive des légumineuses dans les rotations. - Paysage diversifié avec une bonne connaissance des interactions (parcelles-paysage, flux de populations). **Agriculture urbaine :** - Développement de l'agriculture urbaine hors-sol « bio ». - Reconquête des zones périurbaine = agriculture visible et + de contact avec les populations = image positive. - Paysages agro-urbains, l'agriculture se rapproche des zones urbaines et des consommateurs. - Enchevêtrement urbain/campagne, + de proximité. *Y aura-t-il assez de candidats à l'installation pour un tel scénario ?*	**Systèmes agricoles :** - Diminution importante de l'agriculture « familiale » paysanne = perte de savoir ancestraux. - Développement des nouvelles technologies dans l'agriculture. - Agriculture Ecologiquement Intensive. - Intelligence artificielle au service de l'agriculture -> robotisation des tâches pénibles. - Perte de SAU et développement de l'hors-sol. - Monoculture mais meilleure maîtrise de l'unique culture. - Système spécialisés de grande SAU peu diversifiés. - Production hors-sol. - Grandes exploitations, SdC très intensifs, plus de rendement à l'ha et par unité de travail. - Production sous serre, contrôle des conditions (parasites, CO_2, T°C, eau,…) - Aquaculture - Agriculture urbaine. - Spécialisation de l'agriculture et disparition des petites exploitations. **Utilisation des terres :** - Agriculture concentrée dans des zones spécialisées (comme ZA ou ZI) mais imbrication avec l'urbain. - Séparation environnement « sanctuarisé » et agriculture « confinée ». - Différenciation plus nette entre zones intensives et spécialisées et zones extensives. - Intégration campagne et ville. - Spécialisation des territoires, grandes tailles d'exploitations. - Alpes = élevage, zone urbaine = légumes, plaines = grandes cultures. - Localisation de la production dans les centres urbains. - Développement des fermes verticales. - Production hors-sol sur les toits des immeubles, la production en sol est réservée aux céréales et à l'élevage. -Utilisation optimum des surfaces et des de la technologie. - Création de « ZAI » Zone d'Agriculture Industrielle, dans les PLU.	**Systèmes agricoles :** - Exploitations individuelles de petite taille, individualiste dans sa stratégie. - Système entre diversité et spécialisation. Petites et grandes exploitations coexistent. - Système bio très « cahier des charges » Vs. Systèmes bio plus agroécologiques. - Exploitations agricoles spécialisées avec à la marge une progression des systèmes agroécologiques se rapprochant du bio. - Amélioration des techniques de production mais subsistance des freins limitant le rendement et les qualités des produits bio. - Les pratiques agroécologiques sont développées mais leurs reconnaissance est limitée. - Des fermes qui cherchent à gagner en autonomie et en cohérence mais qui peinent à y parvenir du fait d'un maillage trop lâche et à l'impossibilité de faire des économies d'échelle ou de trouver des systèmes organisationnels à l'échelle des territoires. - Augmentation des tailles moyennes des exploitations pour plus de spécialisation. - Développement de pratiques agricoles / sociales alternatives par le milieu associatif : développement d'un lobbying alternatif plus fort. **Utilisation des terres :** - Bio et circuits courts en ceinture verte, conventionnel ailleurs. - Coopération territoriale entre fermes spécialisées en production végétales et animales bio. - Zone très spécialisées avec conservation des sols en zones restreintes. - Coût de la dépollution + cher pour la société. - Les surface résilientes sont moins grandes donc les dégâts dus aux catastrophes climatiques sont plus importants. - SAU en danger. - Des productions territorialisées portant l'image « terroir » et « qualité » assurées par des structures proches géographiquement les unes des

			autres, très en lien entre elles. - Davantage de friches -> spéculation agricole / pression urbaine. - Localisation du bio sur des territoires définis (vallée bio, village bio, PNR bio).
Consommation & régimes alimentaires	- Livraison de paniers bio à domicile. - Développement des régimes peu gourmand énergétiquement avec notamment le régime végétarien, mais en favorisant aussi parallèlement l'élevage extensif car nécessaire au bon fonctionnement de l'agriculture. - Consommation = changement fort des habitudes alimentaires, moins de viande, développement d'épiceries paysannes. - Transfert des consommations de viande vers les protéines végétales. - Baisse du gaspillage alimentaire. - Moins de viande. - Stop le gâchis. - Productions végétales prédominantes et variées (F&L, protéagineux, céréales, protéagineux). - Les personnes sont informées, formées, et se sont réinvestis dans la préparation culinaire de leurs aliments. - Une large gamme de produits transformés bio. - Les consommateurs se sont réapproprié la cuisine.	- Pas de changement des régimes alimentaires, mais soucis alimentation/santé. - Systèmes alimentaires très variés (pas de changement par rapport à aujourd'hui). - Consommation à l'aide d'aliments « vitaminés », « enrichis », le facteur santé est mis en avant (préoccupation individuelle). - Moins de viande, produits bio sans phytos mais standardisés, pauvreté du goût. - Plus (+) de produits transformés. - Consommation dans des distributeurs (envisager de la bio dans les applications web pour en trouver dans les lieux publics). - Les consommateurs sont très sensibles et attachés à la valeur « santé » des aliments. - Moins de gaspillage (Cf. objets connectés en fonction des besoins). - Régimes alimentaires personnalisés : le frigo commande les plats préparés et les ingrédients manquants.	**Une alimentation à 2 vitesses :** - Augmentation de l'alimentation animale-gourmande (développement des insectes en alimentation) et des régimes végétariens parallèlement. - Cohabitation alimentation « plaisir » / alimentation « santé ». - Renforcement de l'alimentation à 2 vitesses. - Plus (+) de maladies et d'allergies. - Coût plus cher pour la société. - La consommation de produits bio progresse peu et reste majoritairement le fait d'un public averti voir militant. - En PACA, surtout du vin bio et peu de F&L, céréales bio. - Coexistence d'une alimentation industrielle mondialisée et des produits « terroirs » à haute valeur/goût. - Des consommateurs responsables impliqués dans le soutien de la bio, mais qui restent minoritaires face aux consommateurs « standards » qui se préoccupent surtout du prix. **La facilité :** - Consommation au plus près (peu importe si c'est une GD, AMAP,…) = pas de mode privilégié. - Produits de consommation de masse, pas chers, l'alimentation reste un % faible du revenu des ménages). - Personnalisation et diversification des produits. - Diminution de la consommation de viande.

Filière (appro, transfo, distribution)	**Transformation :** - Procédés préservant les qualités des matières 1ères. - Formulation sans additifs. - Réduction des impacts environnementaux de la transfo. - Augmentation de la qualité nutritionnelle. - Les produits transformés à la ferme ou en ateliers collectifs augmentent. **Distribution :** - Développement des circuits courts « citoyens » (AMAP, ruche qui dit oui…) - Regroupement des agriculteurs au niveau de la transformation (transformation collective). - Quasi-disparition du rayon Fruits & Légumes dans les supermarchés. Une distribution basée sur l'approvisionnement local avec des magasins de producteurs. - Relocalisation des centrales d'achat sur le territoire au plus près des producteurs et des consommateurs. - Coexistence de circuits très courts peu structurés et de grandes filières très structurés avec implication des puissances publiques. - La GD transforme ses supermarchés en méga halles de producteurs mais la concurrence s'installe. - Grand nombre de TPE et PME valorisant des productions locales sous forme de produits très marqués « terroirs » et distribués en magasins d'usine et magasins bio. - Contractualisations de grande échelle (gpts d'agriculteurs + commande publique). - Surtout des coopératives (regroupement de l'offre).	**Appro :** - Développement important des filières d'approvisionnement (amont) pour développer et fournir de nouveaux intrants homologués en bio. - Approvisionnement mutualisé. **Transformation :** - Les consommateurs sont friands de diversité, d'innovation dans la transfo et dans les préparations. - On produit des « nutriments / matières premières » qui sont ensuite utilisés par l'agroalimentaire pour produire / fabriquer des aliments recomposés. - Il existe des zones de 1ère transformation facilitant la mise en marché. **Distribution :** - Filières très structurées avec des phénomènes de monopole des grosses entreprises. - Contractualisation accrue entre production et transformation ou négoce. - Des firmes privées dominent le marché et l'agrofourniture. - Comme Renault avec la zoé, elles louent leur matériel high-tech. - Certaines entreprises rachètent des fermes. - Augmentation de la GD mais aussi de petites structures de circuit court (mais moins fortement). - Circuits courts ultra. Système d'adhésion à une structure de production qui produit au plus près du besoin de ses adhérents. - Groupement de l'offre plus facile car grosses exploitations. - Facilité de fourniture aux grandes commandes publiques. - Livraison à domicile ou sur le lieu de travail de « panier-plateau-repas » personnalisé. - Augmentation de la traçabilité (puces dans les oreilles des animaux, suivis de lots,…) - Filières intégrées amont-aval par le financement des technologies de pointe. - Soutient des finances publiques.	**L'AB se développe à travers les circuits conventionnels :** - Des filières AB se développent mais au sein de filières conventionnelles (séparation des gammes). - Les filières bios spécialisées ne parviennent pas à se structurer et ce sont des acteurs conventionnels qui prennent la main sur l'aval et imposent leur modèle de développement (copier-coller du conventionnel). - Démocratisation modérée de l'AB. **De la place pour tout le monde :** - Coexistence de circuits alimentaires courts et circuits longs. - Circuits courts et GD coexistent. - Simple extension du système actuel (AMAP, coopérateurs,…). - Intégration filières amont-aval accrue, distinction entre « conventionnels » et signe de qualité - Opposition entre bio locale / circuits courts et bio GMS. - Beaucoup plus de bio en GMS qu'en réseaux spécialisés. - Filières bio difficiles à développer car augmentation des prix du bio. **AB + :** - L'AB devient de plus en plus un signe de qualité et on crée un AB+ pour se différencier de l'AB « Europe » moins exigeante.

Lien agriculteur et société	**Dynamique collective :** - Consom'acteur, développement des circuits courts, magasins de producteurs, AMAP… - Développement important des projets collectifs et du réseau entre ces projets : complémentarité et enrichissement mutuel. - Protection collective des terres et de leurs modes de production (la société est organisée pour protéger la bio y compris dans la répartition des usages). - Réseaux d'échanges (banque d'échanges). - Prégnance de l'agriculture dans les paysages, y compris urbains. - Développement d'une production non-professionnelle (lobby des citoyens) = autoconsommation et mise en marché de la production. **Reconnaissance sociétale :** - Acceptation du terme « bio » dans la société civile et le monde agricole. - Confiance retrouvée entre consommateur et agriculteur (= solidarité). - Très forte connaissance des citoyens sur ce qu'est l'agriculture (les productions, les itinéraires techniques) - Santé et préservation de l'environnement sont les sujets les plus primordiaux (>économie). - Beaucoup d'accompagnateurs qui font le lien avec l'usage des réseaux sociaux (+ nouveaux outils de com'). **Une attractivité retrouvée :** - L'agriculture est un milieu fortement attractif, fournisseur d'emplois, reconnaissance sociétale. - Plein emploi, réduction du temps partiel. - Plus (+) d'emploi dans les exploitations. - Plus (+) de prise en compte du métier d'agriculteur en AB par la société (école, formation, cantines…)	**Dynamique individuelle :** - Peu de collectif = individualisme et concurrence forte. **Perte de lien avec la société :** - Peu de liens entre l'homme et la nature = perte de contact avec les agriculteurs, artificialisation de l'agriculture. - L'homme est déconnecté de la nature. - Relativement peu d'agriculteurs en nombre et de plus en plus éloignés des consommateurs. Les fermes bio deviennent des entreprises et les agriculteurs des managers. - Moins de lien société/agriculture globalement, sauf pour une partie de la société intéressée par le secteur et par le sujet. - La distance se creuse, les consommateurs n'ont pas d'intérêt pour les agriculteurs qu'ils voient comme des ouvriers. - Le lien avec le consommateur est virtuel (webcam) mais bonne traçabilité des produits. - Plus aucun lien. -Bio promue par des « figures » dans les réseaux sociaux (Cf. multiplier les followers). - Eloignement de la production et du citoyen. L'agriculture « sous cloche » ne colle plus à l'image attendue. **Une industrie comme une autre ?** - L'argent est roi, la bio est une industrie de profit. - Mauvaise acceptation du système industriel par la population. - Agriculture moins fournisseuse d'emplois, manque d'humains.	**La bio « rame » :** - La bio n'est pas encore bien vue par l'ensemble de la population agriculture et la société civile. - Augmentation des cancers, diminution de l'espérance de vie et des naissances. - La bio gagne difficilement du terrain auprès des consommateurs car peu de visibilité de sa valeur ajoutée. - Méfiance accrue vis à vis de tous les systèmes, y compris les signes de qualité. - Le lien producteur / consommateur existe dans une partie de la société qui a les moyens, mais ce lien progresse petit à petit. - La bio est bien perçue par le consommateur (comme produit de qualité) -> vision bienveillante mais prudente (timide ?). **Dichotomie toujours existante :** - Coexistence d'un tissu social actif entre l'AB et les consommateurs, et d'un ensemble flou sans liens. - Ecart encore plus marqué entre AB et conv. -> situation plus tendue. - La majorité des liens sociaux société/agriculteurs existent pour une partie de la population « intéressé » par le sujet du bio. - Coexistence d'une bio « low-cost » avec une bio sous marque privée plus exigeante (bio +). - Opposition de vision des écolo-bio avec des personnes en dehors de ces questionnements (pb éco + présent). - 2 modes se côtoient et continuent à s'opposer, augmentation et crispation des forces de lobbying, groupes de pression,… - Moins de lien entre agriculture et consommateurs de produits bio (plus chers).

Politiques publiques	**Aides et subventions :** - Renforcement des aides/subventions régionales et européennes pour la bio. - Arrêt du soutien public à l'agriculture non-bio. - L'argent de l'état et des collectivités sert enfin au bien-être des populations. - Revenus des ménages contraints = baisse des impôts et des financements publics = concentration des financements sur le local = disparition de certaines productions. - Soutient exclusif aux projets collaboratifs et aux échanges de procédés. **Orientations politiques :** - Politique fortement investie dans l'aménagement du territoire pour une reconquête de la SAU. - Trame verte : des fermes réservoirs de biodiversité. - Volonté politique et financements concernant la recherche pour une meilleure compréhension des écosystèmes et des pratiques respectueuses de l'environnement. - Favoriser la production locale (Vs. Importations). - Réglementation sur les produits phytosanitaires davantage durcie pour atteindre des objectifs environnementaux forts. **Stratégie territoriale:** - Commande publique forte, « du Bio dans toutes les cantines » (ex : écoles primaires, collèges, lycées, hôpitaux, maisons de retraite…) - Structuration des filières. - Stratégie territoriales avec « contrôle » des structures (ex : équilibre production animale pour boucler les cycles + coopération avec autres secteurs éco, par exemple les déchets). - Incitation à la diversité de production permettant une production locale conforme à la demande. - Politique régionale plus impliquée sur le terrain, prise de part dans la gouvernance coopérative. - Création d'une plateforme de distribution territorialisée.	**Des aides vers l'innovation :** - Des aides fortement ciblées sur les innovations technologiques. - Subvention vers des équipements lourds « high-tech ». - Incitation forte à la mécanisation et à l'innovation technologique. - Soutient à l'innovation mais désengagement de l'aménagement du territoire. - Financement de projets avec bonne gestion énergétique et environnement. - Gestion de l'emploi à faire par ailleurs. - Assouplissement du cahier des charges bio concernant les types d'intrants autorisés.	**Une politique hésitante :** - Les politiques jonglent entre économie (restriction budgétaire) et environnement (demandé par la société). - Politique publique timide. - L'agriculture n'est pas forcément une priorité -> concurrencée par d'autres activités (tourisme,…). - Pression urbaine forte et perte de foncier importante. - Les politiques publiques restent schizophrènes (non-choix !) et sons cohérence les unes avec les autres. - Des politiques publiques molles qui soutiennent plus la recherche pour l'AB que son développement pour « tirer » le reste de l'agriculture vers l'agroécologie. - Domination des lobbys alimentaires sur les politiques. - Tensions socio-politiques fortes. **Mais des initiatives ponctuelles :** - Politiques favorisent la bio dans les cantines et sur certaines territoires particuliers (zone de captage). - Quelques initiatives collectives à la structuration de distribution pour une meilleure valorisation du produit agricole. - Développement d'autres sources de financements : financement participatif pour pallier au manque de financement public. **Une politique courageuse :** - Des labels de qualité vers des SOQ Bio systématiques. - Investissement dans des projets pas spécifiques bio -> projets « régionaux », « circuits courts » mais la bio est juste la cerise sur le gâteau. - Les aides bio s'intègrent aux aides économiques -> la filière bio est traitée comme une filière économique avec des prix en rapport avec les revenus des ménages.
Formation	- Ecologie plus (+) enseignée dans les écoles, avec des jardins potagers éducatifs. - Sensibilisation des jeunes.	- Nouveau métier d'agriculteur = nouvelle formation d'ingénieur ou technicien en robotique agricole.	